

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 septembre 2021

PROJET DE LOI

**visant à rendre la justice plus humaine,
plus rapide et plus ferme**

**AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION
DES DONNÉES
N° 87/2021 DU 14 JUIN 2021**

Voir:

Doc 55 **2175/ (2020/2021):**

001: Projet de loi.

002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 september 2021

WETSONTWERP

**om justitie menselijker,
sneller en straffer te maken**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT
NR. 87/2021 VAN 14 JUNI 2021**

Zie:

Doc 55 **2175/ (2020/2021):**

001: Wetsontwerp.

002: Amendementen.

05297

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 87/2021 du 14 juin 2021

Objet : Avis concernant un avant-projet de loi visant à rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme (articles 7. 16. XX et XX+1, 163) (CO-A-2021-092)

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Monsieur Vincent Van Quickenborne, Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,, reçue le 27/04/2021 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 14 juin 2021, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le 27/04/2021, Monsieur Vincent Van Quickenborne, Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord (ci-après : le demandeur), a sollicité l'avis de l'Autorité sur les articles 7, 16, XX et XX+1 et 163 d'un avant-projet de loi *visant à rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme* (ci-après : le projet).
2. Les articles concernés du projet visent l'introduction ou l'extension de la compétence de certains acteurs d'accéder, sous certaines conditions, au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique (ci-après le PCC) :
 - article 7 : extension de la compétence du procureur du Roi de consulter le PCC ;
 - article 16 : nouvelle compétence d'accès au PCC pour le magistrat EPE (dans le cadre d'une enquête pénale d'exécution) ;
 - articles XX et XX+1 : nouvelle compétence d'accès au PCC pour le juge de paix ;
 - article 163 : nouvelle compétence d'accès au PCC pour le tribunal de l'entreprise.
3. Ces dispositions en tant que telles n'ont pas d'impact significatif sur le fonctionnement du PCC tel que régi par la loi du 8 juillet 2018 *portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt*¹ (ci-après : la loi du 8 juillet 2018). Elles visent par contre à habiliter certains acteurs, pour certaines finalités, à accéder aux données reprises dans le PCC.

II. EXAMEN QUANT AU FOND

a. Généralités

4. L'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018 définit une personne habilitée à recevoir l'information comme : "*toute personne physique ou morale habilitée par le législateur à demander l'information reprise dans le PCC en vue de l'exécution des missions d'intérêt général qui lui sont confiées par le législateur après avis de l'Autorité de protection des données.*" L'Autorité se réfère dans ce cadre à l'avant-projet de loi *modifiant la loi du 8 juillet 2018 modifiant la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant*

¹ En ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel dans le PCC, l'Autorité se réfère à ses avis n° 15/2018 (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-15-2018.pdf>), n° 122/2020 (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-122-2020pdf>), n° 14/2021 (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-14-2021pdf>) et n° 80/2021 (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-80-2021.pdf>).

*extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, qui vise à modifier l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018 comme suit : "personne habilitée à recevoir l'information" : toute personne physique ou morale **explicitement habilitée par le législateur** à demander l'information reprise dans le PCC en vue de l'exécution des missions d'intérêt général qui lui sont confiées par le législateur après avis de l'Autorité de protection des données.²"*

b. Articles 7 et 16 du projet

5. L'article 7 du projet remplace l'article 46^{quater}, § 2 du Code d'instruction criminelle comme suit : *"Afin de permettre les mesures visées aux [Ndt : il convient de lire "au"] § 1^{er}, le procureur du Roi peut, par sollicitation spécifique et motivée, demander des informations au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt."*
6. L'Exposé des motifs relatif au projet indique que la consultation du PCC par le procureur du Roi n'est actuellement possible que lorsque l'information concerne le terrorisme, le blanchiment et certains cas de fraude fiscale. La modification introduite par le projet vise à supprimer ces restrictions actuellement en vigueur et à donner la possibilité au procureur du Roi d'accéder aux informations du PCC dans le cadre d'une information lorsqu'il existe des indices sérieux que les infractions peuvent donner lieu à une peine d'emprisonnement correctionnel principal d'un an ou à une peine plus lourde (par analogie avec les possibilités déjà mises à la disposition du juge d'instruction).
7. L'article 16, 1° du projet insère les paragraphes 1/1 et 1/2 après le paragraphe 1^{er} de l'article 464/12 du Code d'instruction criminelle, rédigés comme suit :
 - *"§ 1/1. Lors de l'exécution d'une condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement principal d'un an ou d'une peine plus lourde, le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par requête spécifique et motivée, conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, demander concernant le condamné*

² Voir le point 27 de l'avis n° 80/2021.

ou le tiers de mauvaise foi toutes les informations disponibles au point de contact central des comptes et contrats financiers tenus par la Banque nationale de Belgique.

- *§ 1/2. Lors de l'exécution d'une condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement principal d'un an ou d'une peine plus lourde, le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par requête spécifique et motivée, demander concernant le condamné ou le tiers de mauvaise foi toutes les informations utiles pour l'EPE sur des produits livrés, des services fournis ou des transactions effectuées en lien avec des valeurs virtuelles à des personnes et institutions qui, sur le territoire belge, mettent à disposition ou proposent des services en lien avec des valeurs virtuelles permettant de conserver ou échanger des moyens de paiement réglementés en valeurs virtuelles."*

8. L'Exposé des motifs précise que les magistrats du ministère public n'ont actuellement pas accès au PCC dans le cadre d'une EPE, contrairement à ce qui s'applique dans le cadre d'une enquête pénale de droit commun. Un tel accès est pourtant essentiel pour mener une enquête patrimoniale sur le condamné ou le tiers de mauvaise foi ou préparer la saisie d'un compte bancaire de manière économique et efficiente.
9. L'Autorité constate que la compétence (étendue) pour le procureur du Roi ou le magistrat EPE d'accéder aux données du PCC, dans le cadre respectivement d'une information ou d'une enquête pénale d'exécution, est explicitement établie dans la loi, conformément à l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018.
10. Le traitement de données à caractère personnel par le procureur du Roi ou le magistrat EPE dans ce cadre ne relève toutefois pas du champ d'application du RGPD. L'Autorité renvoie en la matière à la directive 2016/680/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil*, telle que transposée par le Titre 2 de la LTD.

c. Articles XX et XX+1 du projet

11. L'article XX du projet complète l'article 1246, § 3, alinéa 1^{er} *du Code judiciaire* par les phrases suivantes : "*À dater de l'ordonnance de désignation de l'administrateur des biens, et tant que l'administration perdure, le juge de paix peut, moyennant une simple référence à l'ordonnance de désignation précitée, demander toute information relative à la personne protégée au Point de*

contact central tenu par la Banque nationale de Belgique, conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt. Le juge de paix peut charger le greffier de verser cette information au dossier administratif précité."

12. Cette modification de la loi vise par conséquent en premier lieu à faire des juges de paix des personnes habilitées à recevoir l'information au sens de l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018 dans le contexte spécifique de l'élaboration d'une protection sur mesure des personnes protégées de façon à ce qu'ils puissent exercer de manière minutieuse et pleinement informée leur tâche légale de contrôle de la gestion du patrimoine de la personne protégée par l'administrateur des biens.
13. Le demandeur explique à cet égard que bien que la personne à protéger elle-même, ou son entourage, soit en principe la meilleure source d'information susceptible de fournir au juge de paix une description exhaustive de la composition exacte du patrimoine de la personne à protéger, et dispose potentiellement de beaucoup plus d'informations que n'en contient le PCC, dans la pratique cette information n'est pas toujours communiquée par cette personne. L'administration est en effet organisée par le juge de paix comme une mesure de protection prise sur avis médical, qui ne requiert nullement l'assentiment de la personne protégée elle-même (ou de son entourage proche). Il en découle que la coopération de la personne à protéger n'est nullement garantie, et s'avère souvent même impossible dans la pratique du fait de la situation médicale de cette personne. Même lorsqu'une certaine volonté de coopérer est bien présente dans le chef de la personne à protéger ou de son entourage, la description du patrimoine de l'intéressé se révèle parfois incomplète et imprécise. La consultation du PCC procurerait dès lors au juge de paix une information très précieuse lui permettant de se faire une idée complète de la situation matérielle de la personne à protéger.
14. En ce qui concerne l'accès au PCC dans ce contexte, il ressort de l'Exposé des motifs du projet que différents membres de la magistrature peuvent dès à présent consulter le PCC par l'intermédiaire d'une connexion d'ordinateur à ordinateur sécurisée instaurée par le service d'encadrement Technologie de l'Information et de la Communication du SPF Justice (ci-après : service d'encadrement ICT) conformément à l'article 7, 1^{er} alinéa de la loi du 8 juillet 2018, de sorte que l'information du PCC est mise à leur disposition en temps réel et en toute sécurité sous forme d'un fichier pdf. En outre, c'est le SPF Justice qui agira en qualité d'organisation centralisatrice au sens de l'article 2, 6° j° l'article 6, 2^e alinéa de la loi du 8 juillet 2018 en ce qui

concerne les demandes d'information du PCC émanant des juges de paix³. Le demandeur déclare que connecter les juges de paix à cette application informatique du SPF Justice ne devrait poser aucun problème notable.

15. Deuxièmement, cette modification de la loi vise à donner la possibilité aux juges de paix de charger le greffier de verser l'information reçue du PCC au dossier administratif visé à l'article 1253 du *Code judiciaire* de sorte que l'administrateur des biens de la personne protégée puisse en prendre connaissance sans devoir être lui-même autorisé en tant que personne habilitée à recevoir l'information au sens de l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018. Moyennant consultation du dossier administratif, l'administrateur des biens peut dès lors s'acquitter en pleine connaissance de cause de la mission de gérer les biens de la personne protégée en bon père de famille qui lui est conférée en vertu de l'article 499/1, § 2 de l'*ancien Code civil*. Actuellement, l'administrateur des biens n'est souvent pas à même d'appréhender avec certitude la composition exacte du patrimoine de la personne protégée, qu'il ou elle est pourtant chargé(e) de plein droit de gérer.
16. C'est dans ce contexte que l'article XX+1 du projet complète l'article 1253, 1^{er} alinéa du *Code judiciaire* par un 10° : *"Sans préjudice de l'article 1249/6, § 2, le greffier de la justice de paix tient, dans le registre visé à l'article 1253/2, pour chaque personne protégée, un dossier administratif qui comprend notamment : [...]10° l'information relative à la personne protégée obtenue du Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique, conformément à l'article 497/6, alinéa 2, de l'ancien Code civil, lorsque le juge de paix a chargé le greffier de verser cette information au dossier administratif."*
17. Le demandeur explique que cette méthode - accès indirect aux données du PCC concernant une certaine personne protégée via le dossier administratif pour son administrateur de biens - doit être préférée à un accès direct aux données du PCC dans le chef des administrateurs de biens (qu'ils fassent partie de l'entourage familial de la personne protégée ou qu'ils soient professionnels). Il conviendrait en effet premièrement de créer une organisation centralisatrice au sens de l'article 2, 6° de la loi du 8 juillet 2018 afin de centraliser les demandes d'informations émanant des administrateurs de biens⁴. Deuxièmement, en vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 2018, les demandes d'information doivent s'effectuer par voie électronique sécurisée, à l'intervention d'un point de contact unique. La création d'une telle organisation centralisatrice et d'un point de contact unique semble toutefois peu réalisable dans le cadre de l'administration de biens par une personne issue de l'entourage familial. En outre, comme déjà expliqué ci-avant, il est déjà question d'une organisation centralisatrice et d'un point de contact unique en ce qui

³ Voir à cet égard l'arrêté royal du 7 avril 2019 *désignant les organisations centralisatrices et les points de contact uniques au regard du point de contact central des comptes et contrats financiers*.

⁴ Article 6, 2° alinéa de la loi du 8 juillet 2018.

concerne les demandes qui émaneraient des juges de paix. Enfin, le demandeur souligne que l'accès au dossier administratif est strictement régi par l'article 1253/1 du Code judiciaire et par l'arrêté royal du 12 février 2021 *organisant le fonctionnement du registre central de la protection des personnes*⁵.

18. L'Autorité suit le raisonnement du demandeur et estime que l'accès direct ou indirect aux données du PCC concernant une certaine personne à protéger dans le chef respectivement du juge de paix ou de l'administrateur des biens est adéquat et pertinent dans le cadre de leur mission légale. Par ailleurs, elle constate que dans le chef des juges de paix, il est question d'une habilitation légale explicite, conformément à l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018.
19. Néanmoins, l'Autorité souhaite attirer l'attention sur le caractère problématique de l'obligation de communication élargie au PCC dans le chef des redevables d'information au sens de l'article 2, 4° de la loi du 8 juillet 2018. Comme déjà expliqué dans les avis n° 122/2020⁶, n° 14/2021⁷ et n° 80/2021⁸, l'Autorité conteste la nécessité et la proportionnalité de la communication au PCC des soldes de comptes bancaires et de paiement ainsi que des montants globalisés périodiques des contrats financiers auxquels la loi réfère explicitement, sans le moindre seuil, telle qu'elle est actuellement prévue.
20. Plus concrètement, compte tenu de l'obligation prévue à l'article 5.1.c) du RGPD, en vertu de laquelle les données à caractère personnel doivent être limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, l'Autorité souligne que si le législateur fait fi de l'avis de l'Autorité en la matière, l'accès aux données du PCC pour les juges de paix et les administrateurs de biens conformément aux articles XX et XX+1 du projet doit être limité aux données prévues à l'article 4 de la loi du 8 juillet 2018, à l'exception des soldes des comptes bancaires et de paiement ainsi que des montants globalisés périodiques des contrats financiers explicitement visés par la loi.
21. Par contre, si l'on opte pour la fixation d'un montant minimum conformément à l'article 4, 6° alinéa de la loi du 8 juillet 2018 en dessous duquel le solde des comptes bancaires et de paiement et le montant globalisé des contrats financiers ne doivent pas être communiqués au PCC, de sorte que

⁵ Conformément à l'article 3, 1° de l'arrêté royal du 12 février 2021 *organisant le fonctionnement du registre central de la protection des personnes*, sans préjudice de l'article 1253/1 du Code judiciaire, l'accès au dossier administratif est limité aux magistrats de l'ordre judiciaire visés à l'article 58bis du *Code judiciaire*, aux greffiers et aux administrateurs. Les modalités d'accès au dossier administratif ont déjà fait l'objet d'un avis favorable de l'Autorité. Voir à cet effet l'avis n° 39/2020, consultable via le lien suivant : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-39-2020.pdf>.

⁶ Consultable via le lien suivant : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-122-2020.pdf>.

⁷ Consultable via le lien suivant : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-14-2021.pdf>.

⁸ Consultable via le lien suivant : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/avis-n-80-2021.pdf>.

cette obligation de communication se limite aux grands patrimoines⁹, l'Autorité accepte que le juge de paix puisse consulter ces données. En effet, en particulier en ce qui concerne les personnes ayant de grands patrimoines, il est indiqué que pour leur définir une protection sur mesure, les juges de paix aient une idée concrète de l'importance de leur patrimoine. Cela ne porte toutefois pas préjudice à l'avis de l'Autorité selon lequel ces soldes et montants globalisés ne peuvent en aucun cas être repris dans le dossier administratif.

22. Compte tenu des développements relatifs à l'obligation de communication au PCC dans le chef des redevables d'information, une modification du projet s'impose.

d. Article 163 du projet

23. Conformément à l'article 163 du projet, il est inséré dans le livre XX, titre 1^{er}, chapitre 2 du *Code de droit économique*, un article XX.14/1 rédigé comme suit : "*Le Président du tribunal de l'entreprise peut, par requête spécifique et motivée, demander toute information relative au débiteur au Point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt.*"
24. Cet accès envisagé s'inscrit dans le cadre de la compétence du tribunal de l'entreprise de se prononcer sur toutes les procédures d'insolvabilité¹⁰ concernant des entreprises au sens de l'article I.1, 1 du *Code de droit économique*¹¹. L'Autorité rappelle à cet égard que le RGPD ne s'applique qu'aux traitements de données à caractère personnel¹². Les remarques de l'Autorité ne concernent dès lors pas le traitement de données relatives à des personnes morales ou toute autre organisation sans personnalité juridique.
25. L'Exposé des motifs relatif au projet indique qu'afin de pouvoir prendre les mesures les plus adéquates concernant les procédures d'insolvabilité, il importe que le tribunal de l'entreprise

⁹ Voir à cet égard le point 14 de l'avis n° 14/2021 et le point 24 de l'avis n° 80/2021.

¹⁰ L'article I.22, 1° du *Code de droit économique* dispose : "*procédure d'insolvabilité*" : une procédure de réorganisation judiciaire par accord amiable ou par accord collectif ou par transfert sous autorité de justice ou de faillite."

¹¹ Article I, 1, 1° du *Code de droit économique*: entreprise : chacune des organisations suivantes :

(a) toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant ;

(b) toute personne morale ;

(c) toute autre organisation sans personnalité juridique.

¹² L'article 4, 1) du RGPD définit les "données à caractère personnel" comme suit : "*toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée "personne concernée") ; est réputée être une "personne physique identifiable" une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.*"

dispose d'informations aussi complètes que possible quant à la situation financière réelle du débiteur. Ce ne serait pas le cas actuellement vu que le tribunal de l'entreprise n'a aucune certitude que l'information qui lui est communiquée par l'entreprise elle-même ou par la personne qui cite celle-ci en faillite, offre une image complète et précise de cette situation financière, à défaut de possibilités de contrôle. Ceci étant, l'habilitation donnée au Président du tribunal de l'entreprise de demander des informations relatives au débiteur au point de contact central de la Banque nationale de Belgique fournit une contribution importante à la bonne exécution par ce tribunal des missions d'intérêt général qui lui sont confiées par le législateur.

26. Comme on peut le déduire du commentaire des articles XX et XX+1, le SPF Justice interviendra ici aussi en tant qu'organisation centralisatrice pour les demandes émanant des présidents du tribunal de l'entreprise. L'Autorité en prend acte.
27. L'Autorité constate que dans le chef du président du tribunal de l'entreprise, il est question d'une habilitation légale explicite conformément à l'article 2, 5° de la loi du 8 juillet 2018 et estime que l'accès aux données du PCC relatives à un débiteur déterminé dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité est adéquat et pertinent compte tenu des missions d'intérêt général qui sont confiées au tribunal.
28. Toutefois, par analogie avec les points 19 - 21, cet accès doit se limiter aux données prévues à l'article 4 de la loi du 8 juillet 2018, à l'exception des soldes des comptes bancaires et de paiement et des montants globalisés des contrats financiers, sauf si l'on choisit de fixer un montant minimum conformément à l'article 4, 6° alinéa de la loi du 8 juillet 2018 en dessous duquel ces soldes et ces montants globalisés ne doivent pas être communiqués au PCC. En effet, dans le cadre de procédures d'insolvabilité dans le chef de personnes physiques ayant de grands patrimoines, il est indiqué que le président du tribunal de l'entreprise ait une idée de l'importance réelle de leur patrimoine, compte tenu de l'existence de constructions financières et de l'éventuelle réticence d'institutions financières à coopérer à de telles enquêtes¹³.
29. Compte tenu des développements relatifs à l'obligation de communication au PCC dans le chef des redevables d'information, une modification du projet s'impose.

¹³ Voir aussi en la matière l'avis n° 80/2021.

Avis 87/2021 - 10/10

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité**

estime que compte tenu des développements relatifs à l'obligation de communication au PCC, une modification du projet s'impose conformément aux points 19 - 21 et 28.



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 87/2021 van 14 juni 2021

Betreft: Advies m.b.t een voorontwerp van wet *om justitie sneller, menselijker en straffer te maken* (artikelen 7. 16. XX en XX+1, 163) (CO-A-2021-092)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van de heer Vincent Van Quickenborne, Vice-eerste Minister en Minister van Justitie en Noordzee, ontvangen op 27/04/2021;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 14 juni 2021 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Op 27/04/2021 verzocht de heer Vincent Van Quickenborne, Vice-eerste Minister en Minister van Justitie en Noordzee (hierna: de aanvrager), het advies van de Autoriteit met betrekking tot de artikelen 7, 16, XX en XX+1 en 163 van een voorontwerp van wet *om justitie sneller, menselijker en straffer te maken* (hierna: het ontwerp).
2. Desbetreffende artikelen van het ontwerp beogen de introductie, dan wel uitbreiding van de bevoegdheid van bepaalde actoren om onder bepaalde voorwaarden toegang te krijgen tot het Centraal Aanspreekpunt van de Nationale Bank van België (hierna: het CAP):
 - artikel 7: uitbreiding van de bevoegdheid van de procureur des Konings om het CAP te raadplegen;
 - artikel 16: nieuwe bevoegdheid van toegang tot het CAP voor de SUO-magistraat (in het kader van een strafrechtelijk uitvoeringsonderzoek);
 - Artikelen XX en XX+1: nieuwe bevoegdheid van toegang tot het CAP voor de vrederechter;
 - Artikel 163: nieuwe bevoegdheid van toegang tot het CAP voor de ondernemingsrechtbank.
3. Deze bepalingen hebben als zodanig geen wezenlijke invloed op het functioneren van het CAP zoals dat wordt geregeld door de wet van 8 juli 2018 *houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest*¹ (hierna: de wet van 8 juli 2018). Zij beogen daarentegen bepaalde actoren voor bepaalde doeleinden te machtigen om toegang te krijgen tot de gegevens in het CAP.

II. ONDERZOEK TEN GRONDE

a. Algemeen

4. Artikel 2, 5° van de wet van 8 juli 2018 definieert een informatiegerechtigde als: "*elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die wettelijk is gemachtigd de in het CAP opgenomen informatie op te vragen met het oog op de uitvoering van de door de wetgever **na advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit** toevertrouwde opdrachten van algemeen belang.*"

¹ Voor wat betreft de verwerking van persoonsgegevens in het CAP verwijst de Autoriteit naar haar adviezen nr. 15/2018 (<https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-15-2018.pdf>), nr. 122/2020 (<https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-122-2020.pdf>), nr. 14/2021 (<https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-14-2021.pdf>) en nr. 80/2021 (<https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-80-2021.pdf>).

De Autoriteit wijst in dit kader op het voorontwerp van wet *tot wijziging van de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest* dat artikel 2, 5° van de wet van 8 juli 2018 als volgt beoogt te wijzigen: " *informatiegerechtigde*": *elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die uitdrukkelijk bij wet is gemachtigd de in het CAP opgenomen informatie op te vragen met het oog op de uitvoering van de door de wetgever na advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit toevertrouwde opdrachten van algemeen belang.*²"

b. Artikelen 7 en 16 van het ontwerp

5. Artikel 7 van het ontwerp vervangt artikel 46 *quater*, §2 *Wetboek van Strafvordering* als volgt: "Teneinde de maatregelen bedoeld in §1 mogelijk te maken, kan de procureur des Konings op specifiek en met redenen omkleed verzoek informatie opvragen die is opgenomen in het Centraal Aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest."
6. De memorie van toelichting bij het ontwerp stelt dat de bevraging van het CAP door de procureur des Konings op heden slechts mogelijk is wanneer de informatie betrekking heeft op terrorisme, witwassen en bepaalde gevallen van fiscale fraude. De door het ontwerp geïntroduceerde wijziging beoogt deze actueel geldende beperkingen op te heffen en aan de procureur des Konings de mogelijkheid te geven om toegang te krijgen tot de informatie in het CAP in het kader van een opsporingsonderzoek wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de misdrijven een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben (naar analogie met de mogelijkheden die reeds aan de onderzoeksrechter ter beschikking staan).
7. Artikel 16, 1° van het ontwerp voegt de paragrafen 1/1 en 1/2 in na paragraaf 1 van artikel 464/12 *Wetboek van Strafvordering* luidende:
 - "§ 1/1. Bij de tenuitvoerlegging van een veroordeling tot een verbeurdverklaring, geldboete of de gerechtskosten nadat de veroordeelde schuldig is verklaard aan een misdrijf waarop een hoofdgevangenisstraf staat van een jaar of een zwaardere straf, kan de SUO-magistraat of de gevorderde politiedienst op specifiek en met redenen omkleed verzoek, overeenkomstig de

² Zie randnummer 27 van het advies nr. 80/2021.

Advies 87/2021 - 4/10

wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest, met betrekking tot de veroordeelde of de malafide derde alle beschikbare informatie opvragen bij het Centraal Aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten bij de Nationale Bank van België.

- *§ 1/2. Bij de tenuitvoerlegging van een veroordeling tot een verbeurdverklaring, geldboete of de gerechtskosten nadat de veroordeelde schuldig is verklaard aan een misdrijf waarop een hoofdgevangenisstraf staat van een jaar of een zwaardere straf, kan de SUO-magistraat, of de gevorderde politiedienst, op specifiek en met redenen omkleed verzoek, met betrekking tot de veroordeelde of de malafide derde alle voor het SUO nuttige informatie over geleverde producten, verleende diensten of uitgevoerde verrichtingen betreffende virtuele valuta opvragen bij de personen en instellingen die op het Belgisch grondgebied diensten beschikbaar stellen of aanbieden met betrekking tot virtuele waarden die toelaten dat gereglementeerde betaalmiddelen in virtuele waarden worden bewaard of uitgewisseld.”*
8. De Memorie van toelichting verduidelijkt dat, in tegenstelling tot het gemeenrechtelijke strafonderzoek, de magistraten van het openbaar ministerie op heden geen toegang hebben tot het CAP in het kader van een strafrechtelijk uitvoeringsonderzoek. Een dergelijke toegang is nochtans essentieel om op kosteneffectieve en efficiënte wijze een vermogensonderzoek te voeren naar de veroordeelde of malafide derde of een beslag van een bankrekening voor te bereiden.
 9. De Autoriteit stelt vast dat de (uitgebreide) bevoegdheid voor de procureur des Konings, dan wel de SUO-magistraat om binnen het kader van respectievelijk een opsporingsonderzoek of een strafrechtelijk uitvoeringsonderzoek toegang te krijgen tot de gegevens in het CAP uitdrukkelijk bij wet wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 2, 5° van de wet van 8 juli 2018.
 10. De verwerking van persoonsgegevens door de procureur des Konings of de SUO-magistraat in dit kader valt evenwel buiten het toepassingsgebied van de AVG. Ter zake verwijst de Autoriteit naar de richtlijn 2016/680/EU van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad* zoals omgezet door Titel 2 WVG.

c. Artikelen XX en XX+1 van het ontwerp

11. Artikel 1246, §3, eerste lid *Gerechtigd Wetboek* wordt door artikel XX van het ontwerp aangevuld met de volgende zinnen: "*Vanaf de beschikking tot aanstelling van een bewindvoerder over de goederen en zolang de bewindvoering loopt, kan de vrederechter die met eenvoudige verwijzing naar voormelde beschikking tot aanstelling, alle informatie over de beschermde persoon opvragen bij het Centraal Aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest. De vrederechter kan de griffier gelasten om deze informatie bij het voormelde administratief dossier te voegen.*"
12. Deze wetswijziging heeft in eerste instantie tot doel de vrederechters informatiegerechtigden te maken in de zin van artikel 2, 5° van de wet van 8 juli 2018 in de specifieke context van de uittekening van een bescherming op maat van te beschermen personen zodanig dat zij hun wettelijke controletaak op het beheer door de bewindvoerder van het vermogen van de beschermde persoon nauwgezet en volledig geïnformeerd kunnen uitoefenen.
13. Ter zake verklaart de aanvrager dat hoewel de te beschermen persoon zelf, of diens naaste omgeving, in principe de beste informatiebron is om een allesomvattende beschrijving van de exacte samenstelling van het vermogen van de te beschermen persoon aan de vrederechter mee te delen, en potentieel over meer informatie beschikt dan beschikbaar is in het CAP, deze informatie in de praktijk niet altijd door deze personen wordt meegedeeld. Immers, de bewindvoering wordt na medisch advies als beschermingsmaatregel door de vrederechter georganiseerd, zonder dat de toestemming van de beschermde persoon (of diens naaste omgeving) is vereist. Derhalve is de medewerking van de te beschermen persoon niet gegarandeerd, en vaak zelfs onmogelijk in de praktijk wegens diens medische toestand. Zelfs ingeval van enige medewerking van de te beschermen persoon of van diens naaste omgeving is de opgave van de samenstelling van het vermogen van de betrokkene soms onvolledig en onnauwkeurig. De raadpleging van het CAP zou de vrederechter bijzondere waardevolle informatie leveren teneinde zich een volledig beeld te vormen over de materiële situatie van de te beschermen persoon.
14. Inzake de toegang tot het CAP in dit kader volgt uit de memorie van toelichting bij het ontwerp dat verschillende leden van de magistratuur nu reeds het CAP kunnen raadplegen via een beveiligde *computer-to-computer*-verbinding opgezet door de Stafdienst Informatie- en Communicatietechnologie van de FOD Justitie (hierna: stafdienst ICT) overeenkomstig artikel

7, 1^e lid van de wet van 8 juli 2018 waardoor de informatie van het CAP in reële tijd en in alle veiligheid beschikbaar wordt gesteld in de vorm van een pdf-bestand. Daarenboven is het de FOD Justitie die zal handelen als centraliserende organisatie in de zin van artikel 2, 6^o j^o 6, 2^e lid van de wet van 8 juli 2018 met betrekking tot de aanvragen om informatie van het CAP die uitgaan van de vrederechters³. De aanvrager stelt dat de aansluiting van de vrederechters op deze informatietoepassing van de FOD Justitie geen noemenswaardige problemen tot gevolg zal hebben.

15. In tweede instantie beoogt deze wetswijziging aan de vrederechters de mogelijkheid te bieden om de griffier te gelasten de van het CAP ontvangen informatie aan het administratief dossier bedoeld in artikel 1253 *Gerechtelijk Wetboek* toe te voegen zodat de bewindvoerder over de goederen van de beschermde persoon er kennis van kan nemen zonder dat deze bewindvoerder zelf gemachtigd moet worden als informatiegerechtigde in de zin van artikel 2, 5^o van de wet van 8 juli 2018. Zodoende kan de bewindvoerder over de goederen zich na inzage van het administratief dossier met volledige kennis van zaken kwijten van de door artikel 499/1, § 2 *Oud Burgerlijk Wetboek* bepaalde opdracht en de goederen van de beschermde persoon als een goede huisvader te beheren. Thans tast de bewindvoerder over de goederen immers vaak in het duister over de exacte samenstelling van het vermogen van de beschermde persoon dat hij van rechtswege moet beheren.

16. Het is binnen deze context dat artikel XX+1 van het ontwerp artikel 1253, 1^e lid *Gerechtelijk Wetboek* aanvult met een 10^o: "*Onverminderd artikel 1249/6, §2, houdt de griffier van het vrederegerecht in het register bedoeld in artikel 1253/2, per beschermde persoon, een administratief dossier dat onder meer het volgende bevat: [...]10^o de informatie over de beschermde persoon ontvangen van het Centraal Aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig artikel 497/6, tweede lid van het oud Burgerlijk Wetboek, wanneer de vrederechter de griffier gelast heeft om deze informatie in het administratief dossier te voegen.*"

17. De aanvrager verklaart dat deze werkwijze – indirecte toegang tot de gegevens van het CAP met betrekking tot een welbepaalde te beschermen persoon voor diens bewindvoerder over de goederen via het administratief dossier – te verkiezen valt boven rechtstreekse toegang tot de gegevens van het CAP voor (familiale of professionele) bewindvoerders over de goederen. Ten eerste zou er immers een centraliserende organisatie in de zin van artikel 2, 6^o van de wet van 8 juli 2018 moeten worden opgericht om de aanvragen om informatie vanwege de

³ Zie in dat verband het koninklijk besluit van 7 april 2019 *tot aanwijzing van de centraliserende organisaties en van de unieke contactpunten t.a.v. het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten*.

bewindvoerders over de goederen te centraliseren⁴. Ten tweede dienen de aanvragen om informatie in CAP overeenkomstig artikel 7, 1^e lid van de wet van 8 juli 2018 te gebeuren langs een beveiligd elektronisch kanaal, door toedoen van een uniek contactpunt. De oprichting van een dergelijke centraliserende organisatie en een uniek contactpunt lijkt evenwel weinig haalbaar binnen het kader van de familiale bewindvoerder. Daarenboven, zoals hierboven reeds toegelicht, is er wel reeds sprake van een centraliserende organisatie en een uniek contactpunt voor wat betreft de aanvragen die zouden uitgaan vanwege de vrederechters. Tot slot benadrukt de aanvrager dat de toegang tot het administratief dossier strikt geregeld is door artikel 1253/1 *Gerechtigd Wetboek* en het koninklijk besluit van 12 februari 2021 *houdende de werking van het centraal register van bescherming van de personen*⁵.

18. De Autoriteit volgt de redenering van de aanvrager en is van oordeel dat de directe, dan wel indirecte toegang tot de gegevens in het CAP met betrekking tot een welbepaalde te beschermen persoon in hoofde van respectievelijk de vrederechter of de bewindvoerder over de goederen toereikend en ter zake dienend is binnen het kader van hun wettelijk opdracht. Daarnaast stelt zij vast dat er in hoofde van de vrederechters sprake is van een uitdrukkelijke wettelijke machtiging overeenkomstig artikel 2, 5^o van de wet van 8 juli 2018.
19. Desalniettemin wil de Autoriteit de aandacht vestigen op het problematische karakter van de verruimde mededelingsplicht aan het CAP in hoofde van de informatieplichtigen in de zin van artikel 2, 4^o van de wet van 8 juli 2018. Zoals reeds uitvoerig toegelicht in de adviezen nr. 122/2020⁶, nr. 14/2021⁷ en nr. 80/2021⁸ betwist de Autoriteit de noodzakelijkheid en proportionaliteit van de mededeling aan het CAP van de saldi van de bank- en betaalrekeningen, evenals de periodieke geglobaliseerde bedragen van de financiële contracten waarnaar uitdrukkelijk wordt verwezen door de wet, zonder enige drempel, zoals deze op heden wordt voorzien.
20. Meer concreet, rekening houdend met de verplichting overeenkomstig artikel 5.1. c) AVG volgens dewelke persoonsgegevens beperkt moeten zijn tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, benadrukt de Autoriteit dat, indien de wetgever het advies van de Autoriteit ter zake in de wind slaat, de toegang tot de gegevens van het CAP

⁴ Artikel 6, 2^e lid van de wet van 8 juli 2018

⁵ Overeenkomstig artikel 3, 1^o van het koninklijk besluit van 12 februari 2021 *houdende de werking van het centraal register van bescherming van de personen* wordt de toegang tot het administratief dossier, onverminderd artikel 1253/1 *Gerechtigd Wetboek*, beperkt tot de magistraten van de rechterlijke orde bedoeld in artikel 58 *bis* *Gerechtigd Wetboek*, de griffiers en de bewindvoerders. Omtrent de toegangsmodaliteiten aangaande het administratief dossier verstrekte de Autoriteit reeds een gunstig advies. Zie daartoe advies nr. 39/2020, te raadplegen via: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-39-2020.pdf>.

⁶ Te raadplegen via: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-122-2020.pdf>.

⁷ Te raadplegen via: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-14-2021.pdf>.

⁸ Te raadplegen via: <https://www.gegevensbeschermingsautoriteit.be/publications/advies-nr.-80-2021.pdf>.

voor de vrederechters en de bewindvoerders over de goederen overeenkomstig de artikelen XX en XX+1 van het ontwerp beperkt moet worden tot de gegevens overeenkomstig artikel 4 van de wet van 8 juli 2018 met uitzondering van de saldi van de bank- en betaalrekeningen en de periodieke geglobaliseerde bedragen van de financiële contracten waarnaar uitdrukkelijk wordt verwezen door de wet.

21. Indien er daarentegen alsnog voor wordt geopteerd om een minimumbedrag vast te stellen overeenkomstig artikel 4, 6^e lid van de wet van 8 juli 2018 waaronder het saldo van de bank- en betaalrekeningen en het geglobaliseerde bedrag van de financiële contracten niet door de informatieplichtigen aan het CAP moeten worden meegedeeld, zodanig dat deze mededelingsplicht zich beperkt tot de grote vermogens⁹, aanvaardt de Autoriteit dat de vrederechter deze gegevens zou kunnen raadplegen. Immers, in het bijzonder voor wat betreft personen met grote vermogens, is het aangewezen dat de vrederechter bij het uitteken van een bescherming op maat van deze personen een concreet zicht heeft op de omvang van diens vermogen. Dit doet evenwel geen afbreuk aan het oordeel van de Autoriteit dat deze saldi en geglobaliseerde bedragen onder geen beding opgenomen kunnen worden in het administratief dossier.
22. Rekening houdend aldus met de ontwikkelingen inzake de mededelingsplicht aan het CAP in hoofde van de informatieplichtigen dringt een wijziging van het Ontwerp zich op.

d. Artikel 163 van het ontwerp

23. Overeenkomstig artikel 163 van het ontwerp wordt in boek XX, titel 1, hoofdstuk 2 van het Wetboek economisch recht een artikel XX.14/1 ingevoegd, luidende: "*De Voorzitter van de ondernemingsrechtbank kan met een specifiek en met redenen omkleed verzoek alle informatie over de schuldenaar opvragen bij het Centraal aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België, overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest.*"
24. Deze beoogde toegang kadert binnen de bevoegdheid van de ondernemingsrechtbank om zich uit te spreken over alle insolventieprocedures¹⁰ betreffende ondernemingen in de zin van artikel

⁹ Zie in dit verband randnummer 14 van advies nr. 14/2021 en randnummer 24 van advies nr. 80/2021

¹⁰ Artikel I.22, 1^o *Wetboek Economisch Recht* bepaalt: "*insolventieprocedure*": een procedure van gerechtelijke reorganisatie door een minnelijk akkoord of door een collectief akkoord of door overdracht onder gerechtelijk gezag of van faillissement."

I.1, 1 *Wetboek Economisch Recht*¹¹. Ter zake wijst de Autoriteit erop dat de AVG enkel van toepassing op de verwerking van persoonsgegevens¹². De opmerkingen van de Autoriteit hebben derhalve geen betrekking op de verwerking van gegevens van rechtspersonen of iedere andere organisatie zonder rechtspersoonlijkheid.

25. De memorie van toelichting bij het ontwerp stelt dat teneinde de meest geschikte maatregelen te kunnen nemen inzake insolventieprocedures, het van belang is dat de ondernemingsrechtbank over zo volledig mogelijke informatie kan beschikking betreffende de reële financiële toestand van de debiteur. Zulks zou thans niet het geval zijn aangezien de ondernemingsrechtbank geen zekerheid heeft dat de informatie die hem werd bezorgd door de onderneming zelf of door de persoon die de dagvaarding in faillissement indient, een volledig en accuraat beeld geeft over deze financiële toestand, bij gebrek aan nazichtmogelijkheden. Als zodanig levert het verlenen aan de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van een machtiging om informatie nopens de schuldenaar bij het centraal aanspreekpunt van de Nationale Bank van België in te winnen, een belangrijke bijdrage tot de goede uitvoering van de opdrachten van algemeen belang die aan deze rechtbank worden toevertrouwd.
26. Zoals kan worden afgeleid uit de toelichting bij de artikelen XX en XX+1 zal ook hier de FOD Justitie optreden als centraliserende organisatie voor wat betref de aanvragen uitgaande van de voorzitters van de ondernemingsrechtbank. De Autoriteit neemt akte ervan.
27. De Autoriteit stelt vast dat er in hoofde van de voorzitter van de ondernemingsrechtbank sprake is van een uitdrukkelijke wettelijke machtiging overeenkomstig artikel 2, 5° van de wet van 8 juli 2018 en is van oordeel dat de toegang tot de gegevens van het CAP met betrekking tot een welbepaalde debiteur in het kader van een insolventieprocedure toereikend en ter zake dienend is rekening houdend met de opdrachten van algemeen belang die aan de rechtbank worden toevertrouwd.
28. Naar analogie evenwel met de randnummers 19 – 21 dient deze toegang zich te beperken tot de gegevens overeenkomstig artikel 4 van de wet van 8 juli 2018 met uitzondering van de saldi

¹¹ Artikel I.1, 1° *Wetboek Economisch Recht*: onderneming: elk van volgende organisaties:

(a) iedere natuurlijke persoon die zelfstandig een beroepsactiviteit uitoefent;

(b) iedere rechtspersoon;

(c) iedere andere organisatie zonder rechtspersoonlijkheid.

¹² Artikel 4, 1) AVG definieert persoonsgegevens als volgt: "alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon („de betrokkene”); als identificeerbaar wordt beschouwd een natuurlijke persoon die direct of indirect kan worden geïdentificeerd, met name aan de hand van een identifier zoals een naam, een identificatienummer, locatiegegevens, een online identifier of van een of meer elementen die kenmerkend zijn voor de fysieke, fysiologische, genetische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit van die natuurlijke persoon."

Advies 87/2021 - 10/10

van de bank- en betaalrekeningen en de periodieke geglobaliseerde bedragen van de financiële contracten, tenzij er alsnog voor wordt geopteerd om een minimumbedrag vast te stellen overeenkomstig artikel 4, 6^e lid van de wet van 8 juli 2018 waaronder deze saldi en geglobaliseerde bedragen niet aan het CAP moeten worden meegedeeld. Immers, binnen het kader van insolventieprocedures in hoofde van natuurlijke personen met grote vermogens is het aangewezen dat de voorzitter van de ondernemingsrechtbank een zicht heeft op de reële omvang van hun vermogen, rekening houdend met bestaan van financiële constructies en de eventuele onwil van financiële instellingen om medewerkingen te verlenen in dergelijke onderzoeken¹³.

29. Rekening houdend aldus met de ontwikkelingen inzake de mededelingsplicht aan het CAP in hoofde van de informatieplichtigen dringt een wijziging van het Ontwerp zich op.

**OM DEZE REDENEN,
de Autoriteit,**

rekening houdend met de ontwikkelingen inzake de mededelingsplicht aan het CAP, is van oordeel dat een wijziging van het ontwerp zich opdringt overeenkomstig de randnummers 19 – 21 en 28.



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum



¹³ Zie ter zake ook het advies nr. 80/2021.